



**Solide &
solidaire !**

Synthèse
Programme
Élections du 9 juin 2024

**STE PARTI SOCIALISTE PARTI SOC
SOCIALISTE PARTI SOCIALISTE PA
STE PARTI SOCIALISTE PARTI SOC
SOCIALISTE PARTI SOCIALISTE PA
STE PARTI SOCIALISTE PARTI SOC
SOCIALISTE PARTI SOCIALISTE PA**

LES GRANDES LIGNES DU PROGRAMME DU PS

Dérèglement climatique, épidémie mondiale, guerres en Ukraine, au Proche-Orient ou dans l'est du Congo, l'actualité est pleine de tensions et de dangers. Si ces périls paraissent lointains, les conséquences s'en font ressentir sur notre vie quotidienne, sur notre santé, sur le coût de la vie, sur l'emploi et sur notre environnement.

Dans ces circonstances difficiles, nous, socialistes, voulons réaffirmer notre volonté de protéger les citoyennes et citoyens, de les soutenir dans leur vie de tous les jours, pour les aider à affronter les difficultés et à réaliser leurs rêves et leurs projets.

Quand les temps sont difficiles, plus que jamais, il faut anticiper, prévoir, préparer l'avenir, pour le façonner plutôt que le subir.

Il faut réaffirmer le rôle essentiel de l'État et de la Sécurité sociale, indispensables pour affronter les crises, personnelles et collectives, soutenir les plus vulnérables, réduire les inégalités.

Il faut rappeler que l'humain doit être au centre de toute chose. Il faut rappeler que c'est à l'économie de s'adapter à nos besoins fondamentaux et aux limites naturelles, et non l'inverse.

Garantir un emploi pour tous

Pour les socialistes, le travail est central. Nous voulons que chacune et chacun puisse bénéficier d'un emploi de qualité, stable et justement rémunéré.

Le travail est un levier essentiel d'épanouissement personnel, qui permet de tirer le meilleur de nous-mêmes et de ressentir la fierté d'être utile. Le travail est un lien essentiel entre les individus et fonde la société. Le travail est la meilleure garantie contre la pauvreté et la solitude. Le travail est la source de nos droits.

Nous défendons donc l'idée d'une société où chacune et chacun puisse trouver un travail adapté à son savoir-faire, à ses aptitudes et à son âge. Une société inclusive, qui offre un travail à toutes et tous, sans discriminations d'aucune sorte, et en tenant compte des besoins spécifiques liés aux situations personnelles.

Nous défendons l'idée d'un travail de qualité, qui permet de s'épanouir, de collaborer, de progresser, de se sentir utile et reconnu. Un travail qui permet à chacune et chacun de conserver du temps pour soi et pour ses proches. Un travail qui tient compte de nos facultés et de notre santé.

C'est le sens des combats menés récemment par les socialistes pour relever le salaire minimum, sauver les emplois APE, doubler le congé de paternité, adopter un statut pour les travailleurs des arts, protéger les travailleurs de plateforme,

garantir un droit de formation universel, permettre d'aménager son temps de travail et de le réduire sans perte de salaire.

Au cours des cinq prochaines années, les socialistes continueront à se battre pour le plein emploi, pour l'égalité dans l'emploi et de bonnes conditions de travail.

Aux côtés des organisations syndicales, les socialistes continueront à se battre pour des salaires justes et pour la réduction du temps de travail, en particulier pour les travailleuses et travailleurs en fin de carrière. Nous voulons une liberté de négocier les salaires. Nous voulons une réforme fiscale qui relève les bas et moyens salaires de 300 euros net par mois. Nous voulons relever le salaire minimum afin qu'il atteigne 17 euros de l'heure. Nous voulons une garantie de revenu renforcée.

Nous voulons conquérir de nouveaux droits sociaux, des droits pour chaque heure de travail, pour les travailleuses et travailleurs à temps partiel, temporaires, de l'économie de plateforme, sans-papiers.

Nous nous battons pour que chacune et chacun ait accès au travail, par un accompagnement individualisé, la généralisation des territoires zéro chômeur de longue durée, des formations qui émancipent et mènent à l'emploi.

Préserver la santé

La santé est notre bien le plus précieux. Nous voulons protéger notre système de santé solidaire, patrimoine commun essentiel et fondement de notre État social, construit ensemble par les mutualités, le Parti Socialiste et les citoyens.

La priorité socialiste est de garantir d'accéder à des soins de santé de qualité tant sur le plan financier que géographique. Nous concrétiserons cette volonté d'un meilleur accès aux soins primaires grâce à la gratuité des soins chez le médecin généraliste et le dentiste.

Nous ferons de l'amélioration des conditions de travail du personnel soignant une priorité absolue, en fournissant des réponses tant en ce qui concerne les conditions financières de ces professions de soins que des conditions de leur exercice.

Nous adopterons un plan interfédéral « autonomie » pour faire face aux défis de la dépendance en offrant des véritables alternatives aux séjours en institution tout en renforçant l'offre de soins de convalescence, de revalidation et de soins de longue durée.

Nous assurerons l'avenir du système hospitalier en lui garantissant un financement pérenne tenant compte à la fois de ses missions sociales et de son intégration dans une constellation d'intervenants de santé.

Nous consoliderons la première ligne d'aide et de soins en la structurant autour du patient. Le patient doit être au centre d'un véritable « parcours de soins » intégrant toutes les étapes de la prise en charge de ses problèmes médicaux et sociaux.

Nous renforcerons le secteur de la prévention en portant ses moyens financiers au niveau des recommandations internationales pour penser globalement la santé en intégrant les défis sociaux, les enjeux climatiques et notre rapport à l'environnement.

Nous régulerons le secteur pharmaceutique pour assurer l'accès aux médicaments innovants et « démarchandiser » progressivement l'innovation.

Nous ferons de la santé mentale une grande cause nationale. La pandémie a révélé l'ampleur de la dégradation continue de l'état de la santé mentale dans notre pays et l'a aggravée. A tous les niveaux, notre société, en commençant par les plus jeunes, émet des signaux alarmants d'épuisement. Au-delà du refinancement déjà intervenu durant la législature 2019-2024, il est indispensable d'amplifier les efforts et d'augmenter substantiellement l'offre de soins de santé mentale.

Nous garantirons le financement de notre modèle de soins de santé, reconnu comme l'un des meilleurs au monde, en prévoyant une norme de croissance annuelle de 3%.

Assurer une protection sociale universelle

La protection sociale, depuis plus de 75 ans, protège contre les aléas de la vie : maladie ou invalidité, handicap ou perte d'emploi. Elle garantit à toutes et tous des soins de santé accessibles et de qualité, ainsi qu'une pension digne.

Ces cinq dernières années, les socialistes ont poursuivi les conquêtes : hausse de la pension minimum, relèvement des plus basses allocations, refinancement de la santé, suppression du « prix de l'amour », et bien d'autres avancées encore.

Ce rôle doit être affirmé. Et prolongé. Certaines catégories ne sont pas suffisamment soutenues aujourd'hui.

On pense aux jeunes, entre la fin de la scolarité et le début de la vie professionnelle. Les socialistes veulent un revenu de base jeunes, qui permette aux 18-25 ans qui n'habitent plus le domicile familial et qui ne bénéficient pas des dispositifs existants de percevoir une allocation spécifique de sécurité sociale d'un montant forfaitaire.

On pense aux parents isolés, très exposés au risque de pauvreté. Les socialistes veulent faciliter l'accès aux aides existantes et mettre en œuvre de nouveaux soutiens, notamment par le développement des points relais spécifiques qui accompagnent les familles monoparentales.

On pense aux couples dont l'un des membres se trouve en difficulté et ne bénéficie que d'une protection partielle. Les socialistes veulent mettre fin au statut de cohabitant, en portant progressivement le montant de toutes les allocations accordées aux cohabitants au niveau des allocations accordées aux personnes isolées.

On pense aux personnes ayant un emploi précaire ou un temps partiel subi. Les socialistes préconisent une garantie de revenu pour les aider à vivre dignement.

On pense aux personnes qui ont travaillé toute leur vie. Les socialistes ne cèdent rien sur ses exigences de pensions dignes et veut réformer les conditions de départ à la pension anticipée, avec une possibilité de départ à 60 ans après 42 années de carrière et après 40 années de carrière pour les personnes ayant exercé un métier pénible.

On pense aux personnes sans emploi. Les socialistes veulent leur garantir un revenu gage de dignité, équivalent à 110% du seuil de pauvreté pour les allocations sociales.

On pense aux personnes en situation de handicap. Les socialistes veulent des services de prise en charge individualisée ou collective, adaptés à leur situation, et veulent l'accessibilité universelle des services publics et des transports en commun.

On pense aux aînés. Les socialistes veulent renforcer le soutien à domicile en rendant les services d'aide aux familles et aux aînés plus accessibles. Les socialistes veulent également des maisons de repos financièrement abordables, par l'instauration d'une facture maximale.

Les socialistes continueront à se battre pour des droits universels, pour que nul ne soit condamné à la précarité et à la débrouille. Pour que chacun puisse s'en sortir et trouver sa place dans la société. Pour que toute personne, en couple ou non, bénéficie de droits pleins et entiers.

Placer l'humain au centre de l'économie

Les socialistes portent un projet de société qui implique un modèle économique et social plus respectueux de l'humain, du vivant et de notre planète.

Nous voulons mettre l'économie au service de tous. L'humain doit être placé au cœur des projets et des activités. Quant aux entreprises, leur rôle est de répondre aux besoins de la société tout entière, de contribuer au bien-être général et de faire face aux défis planétaires. Pour les socialistes, ces enjeux doivent se trouver au centre du système, et non les actionnaires et les financiers. Dans cet esprit, nous voulons encourager des modes d'organisation plus démocratiques, comme l'économie sociale et le modèle coopératif.

Nous favoriserons la création d'entreprises et le développement de l'activité économique. Nous voulons offrir un appui renforcé à tous ceux qui créent de l'emploi, les vrais entrepreneurs, et en particulier ceux qui se soucient du bien-être de leurs salariés et les associent à leur projet. Les aides publiques destinées aux entreprises poursuivront comme objectifs l'augmentation de l'emploi durable et de qualité, et la réussite des transitions environnementales et digitales.

Nous consacrerons le rôle de l'État stratège dans l'économie. L'État doit définir les objectifs à long terme de la planification écosociale. Il doit mettre en place des politiques industrielles visant à soutenir les secteurs stratégiques. Il doit développer les infrastructures essentielles au développement et au bien-être, en mettant en œuvre des politiques de relance, en adoptant une attitude proactive en matière de

participations publiques et en usant de sa capacité de donneur d'ordre pour faire des marchés publics des outils de développement économique responsable.

Nous régulerons davantage l'économie de marché pour prévenir les excès et les inégalités qui en découlent naturellement, et nous ferons en sorte que l'intérêt général prévale sur la recherche du profit. Une régulation du commerce international et de la finance sont nécessaires, avec en focus une lutte acharnée contre les paradis fiscaux. Nous protégerons les droits des consommateurs pour améliorer la qualité des produits, mettre fin à l'obsolescence programmée ou encore favoriser les initiatives locales et solidaires.

Nous accompagnerons la transformation numérique des entreprises en développant un cadre propice à l'utilisation des technologies numériques, à travers l'octroi d'aides spécifiques. Nous renforcerons le soutien à la recherche et au développement des technologies numériques, en particulier dans les domaines de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité.

Nous changerons la manière de mesurer la performance économique. Nous remplacerons les indicateurs traditionnels comme le PIB par des indicateurs mesurant le bien-être humain et la durabilité environnementale.

Réparer la Terre

Les inondations de juillet 2021 en Wallonie ont fait 40 morts et des milliers de victimes qui ont tout perdu : maison, lieu de travail, effets et souvenirs personnels. Ces inondations nous ont cruellement rappelé l'urgence d'affronter la crise climatique.

Nous voulons une transition climatique qui profite à tous, pas à quelques-uns. Une transition climatique qui soutient les efforts des particuliers et qui parie sur l'action collective.

C'est une question de justice essentielle : les plus riches polluent de manière éhontée, tandis que les plus précaires subissent la pollution, le bruit, la dégradation de leur environnement ou encore la « malbouffe », avec des effets terribles sur leur santé.

Les socialistes plaident pour une transformation systémique de notre modèle économique et sociétal. Notre développement doit s'opérer dans le respect de la nature et des ressources, en garantissant des conditions de vie dignes pour chacune et chacun. Nous voulons atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, tendre vers le zéro déchet, utiliser sobrement les matières premières non renouvelables, protéger la population et la biodiversité.

Nous voulons sortir de la logique de surproduction, de surprofit et de surconsommation pour garantir à la fois les droits fondamentaux et un avenir durable pour la planète. Une telle dynamique nécessite d'opter pour la planification écosociale, en donnant la priorité à la satisfaction des besoins essentiels des populations et à la protection des plus vulnérables, tout en s'assurant de la stabilisation du climat, des écosystèmes et des ressources.

À travers la planification, la puissance publique retrouve un rôle moteur dans l'accélération de la transition climatique, en définissant les priorités de production et de consommation, en pilotant les investissements publics et l'innovation et en réduisant drastiquement les incertitudes sociales et économiques.

Nous voulons un territoire adapté, protecteur des populations et de la nature, propice à la transition économique. Les politiques de l'aménagement du territoire doivent rendre celui-ci davantage résilient, inclusif, créatif et sobre.

Nous voulons une transition énergétique juste qui offre des perspectives positives à tous les ménages, sans exception, en articulant la décarbonation du modèle énergétique avec l'équité sociale, la solidarité intergénérationnelle et la protection des écosystèmes et des ressources. La transition ne doit pas créer de nouvelles vulnérabilités mais au contraire favoriser la solidarité à travers le développement de sources locales d'approvisionnement, d'un mix énergétique diversifié, d'un réseau résilient et efficace et d'une consommation responsable et équitable. Nous voulons une réappropriation collective de l'énergie par les pouvoirs publics et les citoyens, notamment par un producteur et fournisseur public d'électricité au niveau régional. Nous voulons développer l'isolation par rue ou par quartier pour permettre à tous de bénéficier de la transition énergétique. Nous voulons fixer, au niveau européen, le prix de l'électricité en fonction du prix moyen de production plutôt que du prix de production des seules centrales marginales au gaz.

Nous prônons une mobilité équitable qui agit directement sur l'exclusion sociale. Nous voulons adapter la mobilité aux « bassins de mobilité » plutôt qu'aux frontières administratives. Nous voulons garantir un accès universel aux transports publics en instaurant progressivement la gratuité totale. Nous voulons, en zone rurale tout particulièrement, renforcer l'adéquation de l'offre de transport public à la demande de mobilité.

Nous voulons protéger les terres et rompre avec les modèles agricoles et alimentaires libéraux qui ne répondent pas à l'intérêt général. Nous défendons la transition vers un modèle agroalimentaire durable qui protège la santé et les revenus des agriculteurs et préserve la santé des citoyens et des écosystèmes. Nous améliorerons les conditions des travailleurs des chaînes agricoles et alimentaires, en facilitant l'accès à la terre et en garantissant une rémunération décente aux agriculteurs. Nous favoriserons une alimentation de qualité, accessible à toutes et tous, et un bon équilibre nutritionnel.

Nous considérons la biodiversité, l'eau, le sol et l'air comme des biens environnementaux communs. Nous voulons reconnaître le lien de dépendance entre l'état de la biosphère et la vie humaine. Nous voulons garantir la qualité et le bon fonctionnement des biens communs à travers des politiques de protection, de conservation et de restauration. Nous voulons mobiliser une action collective pour assurer une gouvernance et une gestion solidaire et équitable des biens communs.

Nous favoriserons de nouveaux modes de production, d'élevage et de consommation d'animaux. Nous privilégierons les circuits courts, locaux et de proximité, où qualité des aliments, réduction des inégalités sociales et respect de la dignité animale forment un tout indissociable.

Garantir le droit au logement

Les socialistes s'engagent à poursuivre les efforts pour une politique du logement résolument solidaire et juste, garantissant à chacun un logement décent, salubre, à haute qualité énergétique et financièrement abordable, tout en encourageant la mixité sociale et la cohésion des territoires.

Nous faisons du logement un droit fondamental. Le logement est une condition essentielle à l'émancipation individuelle et collective et n'est pas un bien comme un autre, y compris au regard de la législation européenne sur les aides d'État.

Nous adopterons une régulation publique du logement. Le logement comme bien fondamental ne peut être laissé dans les mains du seul marché, celui-ci étant incapable de mettre en œuvre le droit au logement pour tous. Nous voulons garantir les droits et devoirs de chacun via une régulation publique forte, à travers le logement public, le logement pris en gestion par les pouvoirs publics et la réglementation des logements privés tant sur leur prix que sur leur qualité.

Nous voulons des logements à prix abordable. Le logement en tant que bien indispensable à la vie doit être financièrement accessible à tous. Nous voulons encadrer les prix des loyers.

Nous voulons des logements de qualité. Tout logement doit répondre à des exigences de sécurité, de salubrité et de performance énergétique. Il doit permettre à tous de mener une vie confortable. Nous voulons accélérer la rénovation des logements privés en accompagnant et aidant de façon plus efficiente les propriétaires et les locataires des logements concernés.

Nous voulons des logements publics nombreux, accessibles et de qualité car ils permettent de loger à prix réduit les ménages qui ont de faibles revenus et, par leur nombre, de réguler le marché immobilier. Nous donnons la priorité à la création de nouveaux logements publics et à la rénovation du bâti ancien.

Nous faisons du logement un outil de mixité. Nous visons des objectifs de mixité sociale dans les villes, villages et quartiers et voulons développer une mixité de fonctions, avec une diversité de logements, de services, de commerces et d'activités économiques.

Nous faisons du logement un acteur de la transition écosociale. A travers les rénovations énergétiques, l'innovation technologique, le recyclage et la réutilisation des matériaux notamment, nous voulons rencontrer des objectifs climatiques et de décarbonation des activités humaines ambitieux et soutenables.

Offrir des services publics universels

Les services publics jouent un rôle majeur dans notre société : garde d'enfants, enseignement, santé, mobilité, sécurité, justice, entretien de l'environnement, etc. Les services publics nous accompagnent tout au long de la vie. Ils créent des centaines de milliers d'emplois pour répondre à des besoins que le marché

n'assume pas, contribuent à l'émancipation, réduisent les inégalités. Ils font prévaloir les valeurs de solidarité et de cohésion sociale sur le profit.

Les socialistes ont beaucoup réinvesti : engagement de 5.000 infirmières et infirmiers, de 2.000 enseignantes et enseignants, de 4.000 policières et policiers, de 10.000 militaires. Avec les socialistes au gouvernement, on a refinancé la justice, les zones de secours, les CPAS, les pensions des pouvoirs locaux, l'enseignement supérieur.

Nous voulons poursuivre dans ce sens, en visant des services publics de qualité, ouverts et accessibles à toutes et tous.

Nous nous battons aussi pour une Justice toujours plus accessible, une Justice forte et indépendante, une Justice plus humaine. Nous créerons un nouveau pilier de sécurité sociale, celui de la mutualisation du risque judiciaire, au travers d'une couverture obligatoire et étendue à l'ensemble des citoyens. Nous défendrons la déjudiciarisation des conflits sociaux. Nous développerons l'offre des petits lieux de privation de liberté comme les maisons de détention et de transition.

Nous voulons plus de sécurité, devoir primordial de l'État, levier dans la lutte contre les inégalités. Nous défendrons une police proche du citoyen, à la pointe de l'expertise et bénéficiant des moyens nécessaires tant sur le plan matériel qu'humain. Nous redéploierons la protection civile sur le territoire. Nous ferons de la Défense un partenaire structurel de la sécurité civile. Nous renforcerons les acteurs et actrices et de la sécurité de proximité. Nous ferons une priorité de la lutte contre la criminalité organisée, financière ou qui exploite la vulnérabilité humaine. Nous renforcerons le rôle des services de renseignement dans la lutte contre la désinformation et le terrorisme.

Émanciper par l'enseignement, l'accueil de l'enfance, la culture et le sport

Nous voulons amener chacune et chacun au maximum de ses capacités. Nous voulons conduire chaque citoyenne, chaque citoyen, singulièrement les plus jeunes, sur le chemin de l'émancipation individuelle et l'épanouissement personnel.

Les socialistes ont fait et continueront de faire de l'enseignement une priorité. Nous voulons une école qui émancipe et veille au bien-être de ses acteurs et qui contribue à construire le projet de vie de chaque jeune en fonction de ses possibilités et aspirations.

Nous voulons une école plus égalitaire, qui corrige les inégalités sociales, qui donne à toutes et tous les mêmes chances de réussite, qui transmet un bagage intellectuel, culturel et relationnel commun nécessaire à une vie autonome et choisie.

Nous voulons une école qui donne les clés d'une citoyenneté active et responsable.

Nous voulons une école ancrée dans la transition écosociale qui propose aux élèves et à l'ensemble des membres de son personnel des conditions de travail optimales, tant dans ses bâtiments que dans ses équipements pédagogiques.

Nous poursuivrons les efforts pour réduire la facture scolaire des parents et atteindre la gratuité réelle de l'enseignement. Nous concrétiserons l'extension des repas gratuits, chauds et sains à l'ensemble de l'enseignement fondamental. Nous voulons renforcer la gratuité du matériel scolaire en primaire et réduire au maximum le coût du matériel informatique en secondaire.

Nous lutterons contre la pénurie d'enseignants et veillerons au bien-être au travail de la communauté éducative.

Nous construirons l'après-tronc commun. Nous simplifierons le paysage de l'enseignement qualifiant, pour le rendre plus lisible et plus en phase avec les réalités économiques, tout en restant extrêmement exigeant sur la formation générale de base qui doit mener chaque jeune à devenir un citoyen autonome, critique et responsable, capable de s'insérer dans la vie professionnelle comme dans la vie tout court.

Nous travaillerons sur le bien-être à l'école. Nous voulons renforcer la lutte contre le harcèlement et la violence scolaire et refinancer les centres PMS, revoir leurs missions auprès de tous les élèves et leur permettre de répondre à toutes les demandes d'intervention.

Nous poursuivrons et mettrons en œuvre le plan de rénovation intensive des bâtiments scolaires pour garantir à chaque élève et chaque professeur la possibilité d'apprendre et de travailler dans des conditions optimales.

Dans l'enseignement supérieur, nous renforcerons l'accessibilité financière des études via l'augmentation des allocations d'études, le gel du minerval, la limitation des frais complémentaires et des supports de cours accessibles. Nous voulons que soit proposé, à chaque élève de l'enseignement secondaire en fin de cycle, un véritable plan d'orientation afin qu'il puisse opérer son choix d'études supérieures. Nous voulons intégrer l'aide à la réussite dans le programme de cours pour renforcer leur accès à toutes les étudiantes et tous les étudiants.

Nous voulons miser sur la recherche. Nous doterons le FNRS et les universités de moyens pour mener de la recherche à risque et disruptive afin d'orienter et de renforcer l'approche transversale des disciplines de recherche pour les enjeux tels que la transition durable.

Nous voulons adopter un pacte d'éradication de la pauvreté infantile fixant à un horizon de quinze ans la disparition de la pauvreté chez les enfants et établissant des étapes intermédiaires pour atteindre cet objectif. Nous voulons également augmenter le nombre de places en milieux d'accueil et atteindre un taux de couverture de 50 %, soit une place d'accueil pour deux enfants, de la naissance à deux ans et demi.

Nous sommes attentifs aux jeunes en difficulté. Nous voulons soutenir la prévention et agir sur les causes profondes d'exclusion sociale. Nous voulons garantir une aide adéquate, suffisante et rapide aux jeunes en danger et aux

enfants maltraités. Nous voulons assurer une prise en charge éducative et appropriée à chaque jeune ayant commis des faits qualifiés d'infractions. Nous voulons développer les synergies et les articulations entre tous les pouvoirs publics et les partenaires des secteurs au service des enfants et des jeunes. Nous voulons soutenir l'administration de l'Aide à la jeunesse dans ses missions et sa structure et œuvrer à ce qu'elle poursuive ses efforts d'efficience, de transparence et de décloisonnement au service des enfants, des jeunes et de leur famille.

Pour les socialistes, tout le monde a droit à la culture. Nous sommes partisans d'une culture de l'émancipation qui stimule l'imaginaire, qui incite à la participation citoyenne, qui transmette le patrimoine et qui se décline au pluriel en fonction des sensibilités, des spécificités individuelles et collectives ; une culture qui promeut la diversité des chemins et qui favorise toutes les expressions.

Nous voulons reconnaître, protéger et accompagner les artistes et plus largement les travailleuses et travailleurs des arts et de la culture.

Nous insistons sur la démarche fondamentale de l'éducation permanente, primordiale face aux enjeux démocratiques, environnementaux, économiques actuels.

Nous voulons favoriser la création artistique par la constitution d'un fonds de la recherche artistique, par la mise à disposition de lieux adéquats et par le soutien aux arts émergents et aux œuvres interdisciplinaires.

Nous avons par ailleurs pour ambition d'offrir à chaque citoyen l'opportunité de bouger plus pour vivre mieux. Nous voulons faire tomber les barrières encore persistantes dans le sport : accessibilité économique, difficultés d'accès ou encore manque d'infrastructures. Nous voulons mettre en place des forfaits ou des abonnements sportifs donnant accès à une série d'activités et d'infrastructures sportives. Nous voulons valoriser le sport féminin en donnant de la place aux compétitions de sport féminin et en mettant en avant les athlètes féminines. Nous voulons encourager les clubs à intégrer la pratique handisport dans leur offre.

Approfondir la démocratie

Les socialistes sont viscéralement attachés à la démocratie, à ses valeurs et à ses principes. C'est pourquoi nous souhaitons promouvoir une démocratie qui fait sens pour l'ensemble de la population, une démocratie universelle et inclusive, une démocratie forte, capable de résister à ceux qui souhaitent y mettre fin.

Nous voulons protéger et réaffirmer les fondements de la démocratie, à savoir l'État de droit, la laïcité, la séparation et l'équilibre des pouvoirs, une Justice forte, indépendante et accessible, un équilibre entre contrôlés et contrôleurs, le respect des droits et libertés fondamentales de tous les citoyens et la lutte contre toutes les formes de discrimination.

Nous voulons renforcer la démocratie, à travers une participation citoyenne accrue. Nous voulons des processus démocratiques plus participatifs, plus critiques, plus

égalitaires, plus transparents, qui donnent plus de poids aux citoyens dans les décisions politiques.

Nous voulons le respect d'un strict cordon sanitaire envers l'extrême droite et un combat permanent contre ses idées, par la mise en place de digues infranchissables envers tous les ennemis de la démocratie, par une éducation populaire sur ce qu'est la démocratie, par un renforcement du rôle des corps intermédiaires dans la défense du modèle démocratique, par une exemplarité éthique et déontologique des acteurs politiques et par un rôle des élus accru, notamment en tant que relais au service des citoyens.

Nous voulons développer des mécanismes de démocratie participative, comme les commissions citoyennes, les budgets participatifs ou les assemblées délibératives.

Nous voulons renforcer la démocratie par les services publics, la protection sociale et la justice sociale et environnementale. Nous voulons garantir l'exercice des droits et libertés syndicales.

Nous voulons protéger le vote obligatoire, garant de la prise en compte de l'intérêt de tous les citoyens lors des élections.

Protéger les libertés et lutter contre les discriminations

Dans un monde libre, chacune et chacun a le droit de mener sa vie comme il l'entend, sans danger.

Pourtant, on voit fleurir les discours extrémistes ou fondamentalistes qui visent les femmes, les pauvres, les migrants, les personnes LGBTQIA+. Face à ces dangers, il faut réaffirmer la lutte contre le fascisme, le racisme et l'antisémitisme, et pourchasser toute forme de haine et de discrimination.

Les femmes doivent décider librement de leur vie, sans subir de pressions. Nous voulons allonger le congé de naissance et le rendre obligatoire, imposer la parité au sein de l'ensemble des exécutifs et à tous les niveaux de pouvoir, féminiser l'espace public.

Chacune et chacun est maître de son corps, et doit pouvoir en décider librement. Nous voulons garantir et renforcer le droit à l'avortement en étendant la possibilité d'avorter jusqu'à dix-huit semaines après la conception.

Chacune et chacun doit être respecté dans son identité culturelle, confessionnelle, de genre. Aucune discrimination ne doit être tolérée. Nous voulons inscrire la laïcité dans la Constitution. Nous voulons prendre en compte la non-binarité dans notre législation. Nous voulons élaborer un nouveau plan d'action interfédéral contre les discriminations et les violences à l'égard des personnes LGBTQIA+.

Chacune et chacun est maître de sa conscience, et doit pouvoir exprimer ses opinions, ses valeurs et ses convictions sans menaces ni dangers, dans la rue ou sur

les réseaux sociaux. Nous voulons réviser l'article 150 de la Constitution afin de mettre fin à l'impunité des délits de presse à caractère discriminatoire.

Chaque travailleuse, chaque travailleur doit pouvoir se défendre, sans interférence dans ses droits et libertés syndicales. Nous voulons garantir l'exercice des libertés et droits syndicaux, notamment le droit de grève et le droit de manifester.

Changer le monde

Le monde devient chaque jour plus incertain : dérèglements climatiques, guerres aux portes de l'Europe, au Proche-Orient et dans l'est du Congo, coups d'État en Afrique, victoires de dirigeants autoritaires.

Le socialisme est depuis toujours une philosophie de la solidarité internationale. Avec nos camarades européens et au sein de l'Internationale Socialiste, nous voulons renforcer la lutte contre les violences et les inégalités mondiales.

Nous plaidons pour une régulation du commerce afin de protéger nos agriculteurs et nos emplois, et lutter contre les dégradations environnementales et climatiques.

Nous plaidons pour un fonds vert qui aidera les pays victimes des dérèglements climatiques, et pour un meilleur financement de l'aide au développement.

Nous plaidons pour la réaffirmation des Objectifs de développement durable et du cadre multilatéral des Nations unies.

Nous plaidons pour des flux migratoires organisés et un accueil digne des personnes qui fuient la guerre et la dictature, les catastrophes naturelles et climatiques. Nous voulons des critères clairs, objectifs et permanents pour la régularisation individuelle des sans-papiers et les inscrire dans la loi.

Nous plaidons pour la prise en compte systématique de la question du genre dans la rédaction des programmes de coopération.

Nous plaidons pour une Europe enfin sociale, qui lutte contre les concurrences fiscales et sociales. Nous voulons un salaire minimum légal dans chaque État membre de l'Union européenne, équivalent à 60% du salaire médian de chaque pays.

Nous plaidons pour une Europe industrielle. Nous soutenons le développement d'une politique industrielle ambitieuse, en particulier pour les technologies stratégiques vertes, en privilégiant les instruments de collaboration entre États membres.

Nous plaidons pour une Europe fiscale juste qui taxe la fortune pour financer la transition économique et sociale.

Nous plaillons pour une Europe démocratique, en instaurant une assemblée citoyenne européenne permanente et délibérative composée de citoyens européens tirés au sort.

Imposer la justice fiscale

Les socialistes se battent pour une plus grande justice fiscale et sociale afin que l'imposition sur les revenus du travail soit réduite et que chacune et chacun paie sa juste part d'impôt en proportion de ses moyens et quelle que soit la source de ses revenus.

Nous voulons augmenter les salaires de 300 euros net par mois pour les bas et moyens revenus par une réduction d'impôt.

Nous voulons un impôt sur les grands patrimoines.

Nous voulons faire contribuer davantage les revenus des capitaux, notamment via une taxation des plus-values sur les instruments financiers (actions, parts, obligations, etc.).

Nous voulons diminuer la TVA sur certains aliments, les produits d'hygiène intime et les soins vétérinaires.

Nous voulons simplifier la législation fiscale par une rationalisation des niches et une automatisation des avantages fiscaux.

Nous voulons renforcer la taxation effective pour les grandes sociétés par une réforme de l'impôt des sociétés.

Nous voulons instaurer une progressivité des droits d'enregistrement et renforcer la progressivité en matière de droits de succession.

Nous voulons renforcer la lutte contre la fraude fiscale et douanière, éviter l'évasion et l'optimisation fiscales aux niveaux international, européen et belge.

-  PSbelgique
-  PSofficiel
-  PSofficiel
-  PSbelgique
-  PSbelgique
-  partisocialiste

Retrouvez les combats
du Parti www.ps.be 

STE PARTI SOCIALISTE PARTI SOC
SOCIALISTE PARTI SOCIALISTE PA
STE PARTI SOCIALISTE PARTI SOC
SOCIALISTE PARTI SOCIALISTE PA
STE PARTI SOCIALISTE PARTI SOC
SOCIALISTE PARTI SOCIALISTE PA